

LA RDC 1960-2021 EN BREF

RÉSUMÉ

La RDC n'est restée « indépendante » que pendant 3 mois (juin-septembre 1960) car, depuis cette dernière date, elle est sous la coupe des gouvernements occidentaux (États-Unis, Belgique et Grande Bretagne depuis pratiquement l'accord tripartite économique et financier de 1942 (« **Le Congo dans la guerre. Les accords tripartites Belgique, Grande-Bretagne-États-Unis** », in Courrier hebdomadaire du CRISP, 1977, vol. 35, n°781-782, pp. 1-56) et des multinationales qui la gèrent à volonté via des leaders congolais imposés (de Mobutu à Félix Tshisekedi Tshilombo), des mercenaires de l'impérialisme en peu de mots.

La collusion entre les groupes d'intérêts occidentaux et les leaders congolais sur ordre car imposés au peuple étant le principal trait de l'histoire postcoloniale de la RDC, la flamme nationaliste s'étant évaporée après le double assassinat de Patrice-Emery Lumumba et de Pierre Mulele, l'inconscience et l'irresponsabilité des élites congolaises s'étant installées dans la durée, la RDC a fini par devenir le « grand malade de l'Afrique », une colosse aux pieds d'argile, proie facile pour les prédateurs et autres entrepreneurs de l'insécurité ou, mieux, les réseaux mafieux internationaux et régionaux. Raison pour laquelle, elles ont perdu le contrôle de leur pays dans l'ère post-Berlin 1989 au profit des acteurs transfrontaliers qui étaient très actifs dans le pays depuis 1960 et pour lesquels l'Ouganda et le Rwanda sont l'épicentre ou la plaque tournante depuis janvier 1986 et juillet 1994 respectivement ; l'actuel président, Félix Tshisekedi Tshilombo est la face visible de l'iceberg dans le récent rebattement des cartes en Afrique des Grands Lacs.

Ainsi, la RDC est-elle devenue, au fil des années, « Une République des Inconscients » (Modeste Mutinga, 14 septembre 2010), Une République des « intellectuels serviles de Kinshasa » (Anicet Mobe, février 2016), « Une République bananière (Freddy Mulongo, 15 mars 2017). Au final, « la crise de la citoyenneté (passe pour) base du sous-développement (Jean-Claude Omodi Ndjate, 22 janvier 2020).

INTRODUCTION

Le Kivu, aujourd'hui ventre mou de la RDC ou un enjeu régional dans la guerre du Congo-Kinshasa (titre d'un de mes livres) a été propulsé sur la scène régionale par l'arrivée des réfugiés rwandais dits de 59. Ceux-ci ont utilisé le Kivu en général, Goma-siège de leur gouvernement en exil (installé en juillet 1962) en particulier, comme base-arrière de leurs attaques contre le Rwanda pour la reconquête du pouvoir dans ce qui fut appelé « Opérations Inyenzi » en coordination avec leurs homologues installés au Burundi, en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya (Bucyalimwe Mararo Stanislas, **La guerre dite « Kanyarwanda » au Nord-Kivu/RD Congo. Qu'était-ce ? Mensonges et vérité**. Kinshasa, Publications du Panadi, 2013). Leurs réseaux sont restés très actifs dans l'histoire postcoloniale de la RDC (Bucyalimwe Mararo Stanislas **Maneuvering for Ethnic Hegemony. A Thorny Issue in the North Kivu Peace Process/DR Congo, 1959-2014**. Bruxelles, Editions Scribe, novembre 2014). Dans cet exposé, j'entends me limiter à l'histoire de la RDC depuis 1960 jusqu'aujourd'hui en 2021 quitte à ce que, lors des échanges qui suivront, je puisse

répondre aux questions éventuelles concernant ces acteurs transfrontaliers de ces 6 dernières décennies, acteurs qui constituent un facteur majeur dans la déstabilisation de la Région des Grands Lacs Africains et dont les propensions hégémoniques sont autant une grande épine dans le « bon-vivre ensemble ».

Dans la Revue « **Analyses sociales** » paraissant à Kinshasa (édition 1995), Mabika Kalanda d'heureuse mémoire et auteur du livre « **La remise en question base de la décolonisation mentale** (CRISP, 1967) écrivait ceci: « Nous devons imiter Patrice-Eméry Lumumba parce que 35 ans après l'indépendance nous constatons qu'il avait raison et que notre lutte de libération s'est arrêtée avec la mort de cet homme. Pour mener cette lutte à bonne fin et la reprendre là où elle est restée, il faut plusieurs Lumumba ».

Ces propos sont encore d'actualité en ce début de l'année 2021. Commanditée par des groupes d'intérêts occidentaux (Ludo De Witte, **L'assassinat de Lumumba**. Paris, Karthala, 2000), cette mort fut exécutée par des Congolais. Avec sa mort et le démantèlement de son gouvernement prenait fin un ordre démocratique qui venait de se mettre en place et son projet de « bâtir un pays stable, prospère et où les travailleurs allaient recevoir un salaire en fonction de leur travail » fut du coup annihilé.

Donc, depuis 1960 jusqu'aujourd'hui, la RDC souffre de la collusion entre les groupes d'intérêts étrangers et les dirigeants congolais qui, du reste, sont tous imposés de loin au peuple. C'est cette collusion permanente et ses conséquences néfastes sur la RDC que j'essaie d'expliquer ci-après en mettant, de manière subliminale, en évidence la problématique du « bon vivre ensemble » consécutive à la guerre impérialiste et ethnique ou raciste imposée à la RDC au lendemain de l'écroulement du Mur de Berlin en 1989.

I. HISTOIRE POSTCOLONIALE EN QUATRE SÉQUENCES

Séquence 1: Une expérience démocratique étouffée par les puissances occidentales (1960-1965)

Elle correspond à la 1^{ère} République dont les faits historiques marquants sont les suivants.

1. Les Etats-Unis et la Belgique qui ont fait sortir Mobutu de l'ombre à la lumière, furent les acteurs extérieurs dominants (David Gibbs, **The Political Economy of Third World Intervention: Mines, Money, and U.S. Policy in the Congo Crisis**. American Politics and Political Economy Series, 1st Edition, 1991 ; Jacques Brassine, «**La coopération belgo-zaïroise 1960-1985. Section 'De l'indépendance à la prise de pouvoir du général Mobutu, 30 juin 1960 - 25 novembre 1965**», in Courrier Handomadaire du CRISP, 1985/34-35 (n°1099-1100), pp. 1-78 ; Serge Quoidbach, «**Comment l'Union Minière a sapé l'indépendance du Congo**», in L'Echo, 20 juin 2020).

2. Le régime multipartiste issu des élections du mois de mai 1960 fut fragilisé :

► par le premier coup d'Etat de Mobutu en septembre 1960 suivi de l'installation du régime du Collège des Commissaires généraux piloté par Mobutu jusqu'au lendemain de l'assassinat du premier-ministre Lumumba le 17 janvier 1961 (Ludo Martens, **L'assassinat**, op. cit. Alan James, **Britain and the Congo Crisis, 1960-1963**. Palgrave Macmillan UK, 1996; Jean Ziégler, «**Les Nations-Unies au Congo entre août 1960 et novembre 1962** », in Politico, vol. 27, n°4, décembre 1962, pp. 826-835).

► par les guerres de sécessions (juillet 1960-juin 1964) orchestrées par les parrains de Mobutu : «Le 11 juillet 1960, Moïse Tshombe, président de la CONAKAT, proclame la sécession de la province industrielle du Katanga, avec le support de la Belgique. Le 8 août 1960, Albert Kalonji du MNC- Kalonji proclame à son tour d'abord l'État autonome, puis le Royaume fédéral du Sud-Kasaï, là où se situent les mines de diamants. Alors que l'ONU exige que la Belgique retire ses troupes, elle s'abstient d'abord de toute intervention dans ce qu'elle considère comme relevant de la politique congolaise interne. Le gouvernement congolais demande alors l'intervention de l'Union soviétique. La crise prend une portée internationale, elle mènera à l'assassinat de Lumumba », « **La crise congolaise** », in Indépendance Africaine Museum, 2009 ; voir aussi Jacques Brassinne de la Buissière (s/d), **La sécession Katanga : témoignage, juillet 1960-janvier 1963**. Outre Mers, Bruxelles, 2016).

► par le soulèvement populaire en double forme et aux idéologies différentes quoique de tendance marxiste ou communiste (1964-1965) et qu'on a appelé respectivement « Rébellion Muléliste » sur la majeure partie du pays (Ludo Martens, **Pierre Mulele, la seconde vie de Lumumba**, Editions Epo, 1997) et rébellion Simba à l'Est, principalement, et dans la région de Fizi avec Bujumbura (Burundi) comme plaque tournante et dans laquelle les réfugiés rwandais dont un certain Kanambe furent impliqués (Paul Masson, **Dix ans des malheurs au Kivu, 1957-1967**. Bruxelles, Max Arnold, 1970 ; Benoit Verhaegen, « **Les rébellions populaires au Congo en 1964** », Cahiers d'Études africaines, 26, vol. VII, 1967, pp. 345- 359) ;

► par les affrontements politiques et ethniques au Nord-Kivu, 1962-1965 (Bucyalimwe Mararo Stanislas, **La guerre dite « Kanyarwanda** », supra).

3. La forme de l'Etat fut le fédéralisme avec un gouvernement central et une large autonomie des provinces ; la gouvernance du bas vers le haut fut le mode de la gestion de l'Etat (Benoît Verhaegen et Jean-Claude Willame, **Les Provinces du Congo : Structure et Fonctionnement**. Universté Lovanium, 1965 ; Mabilia Mantuba Ngoma, **Fédéralisme ou Unitarisme en République Démocratique du Congo ?** Kinshasa, Publications de La Fondation Konrad Adenaur, 2004).

4. Mobutu, homme de la CIA, chef de l'armée et véritable détenteur du pouvoir, a mis fin aux sécessions, aux rébellions et affrontements ethniques et politiques ci-dessus et a réuni le pays avec le concours de ses parrains occidentaux : « En 1961, après une campagne militaire sanglante durant laquelle des milliers de civils sont massacrés, le gouvernement central met fin à la sécession du Sud-Kasaï. En

1963, l'ONU met un terme à celle du Katanga. De 1964 à 1965, une vaste rébellion, principalement organisée contre le pouvoir central par des partis d'inspiration unioniste, embrase le pays. Certains historiens estimeront qu'elle a fait au moins 500 000 morts. Elle démarre au Kwilu sous la conduite de Pierre Mulele, qui fut ministre de Lumumba. D'autres rebelles – dont Christopher Gbenye, le général Olenga, Gaston Soumialot et Laurent-Désiré Kabila, futur président de la République démocratique du Congo – déclenchent à leur tour la rébellion des Simba à l'Est ; Stanleyville tombe sous leur contrôle... Les rebelles vont conquérir les trois-quarts du pays. Pour mettre fin à la rébellion, Joseph Kasavubu nomme Moïse Tshombe Premier ministre. Assistée des gendarmes katangais en exil et de mercenaires occidentaux, l'Armée nationale congolaise (ANC) avance sur les Simba, qui commencent à prendre des otages occidentaux à Stanleyville. Tshombe fait appel aux gouvernements belge et américain : des commandos belges, assistés de troupes britanniques et américaines, sont parachutés. Ils libèrent la plupart des otages et évacuent les Européens et les Américains présents à Stanleyville. Aidées par des mercenaires, les forces gouvernementales reprennent le contrôle de la ville et mettent fin à la rébellion», « **Lacrise congolaise** », in Indépendance Africaine Museum, 2009 ; voir aussi Cl. Roosens, « **Les Etats-Unis et la sécession du Katanga 1960-1963** », Studia Diplomatica, vol. 35, n°4, 1982, pp. 371-415 ; Paul-Henry Gendenbien, « **L'interférence des politiques des nations dans l'intervention des Nations-Unies au Congo, 1960-1964** », in Cahiers Economiques et Sociaux, Léopoldville/IRES, 1967; Pierre-Michel Durand, « **Leçons congolaises. L'ONUC, 1960-1964 ou 'la plus grande des opérations' : un contre-modèle** », in Relations Internationales, 2006/3 (n°127), pp. 53-70 ; « **24 novembre 1964 : les paras belges sautent sur Stanleyville** », RFI Savoirs, 24 novembre 2017).

5. L'essentiel de la politique étant focalisée sur la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national, les dossiers économiques et sociaux furent relégués au second plan. Arthur Malu Malu le dit en des demi-mots lorsqu'il écrit ces lignes : « Joseph Kasa-Vubu, le premier président du Congo indépendant, n'avait pas entrepris de réformes majeures. Il avait hérité de finances saines qu'il avait su gérer avec parcimonie, dans un contexte difficile. Durant sa présidence, entre 1960 et 1965, le pays connut des rébellions, des sécessions et de longues périodes d'instabilité qui avaient mis à mal ses institutions. Le premier président fut un homme simple, profondément intègre et doté de solides convictions, qui ne confondait pas les caisses de l'Etat avec sa cassette personnelle. Il rendait au Trésor public les fonds qu'il n'avait pas dépensés lors de séjours à l'étranger. Cette pratique vertueuse est tombée en désuétude après lui. En 1965, la situation n'était pas particulièrement enviable, mais le tissu économique était de bonne qualité et les infrastructures héritées de la colonisation étaient nettement au-dessus de celles qu'on trouvait dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne » (« RD Congo. 1960-2020 : un cuisant échec économique », in Makanisi, 30 juin 2020).

Séquence 2 : Régime à parti unique (1965-1990)

1. Le deuxième coup d'état en novembre 1965 fut suivi par l'instauration d'un parti unique en mai 1967, érigé tour à tour en institution suprême du pays (1972/1974) et en parti-Etat (1982) avec comme conséquence la gouvernance descendante (du haut vers le bas), voir B. L. Bolimbo, «**Monopartisme et pouvoir personnel dans l'évolution politique**», in Zaire-Afrique, n°309, novembre 1996, pp. 470-491.
2. La consolidation d'une dictature implacable : «En fait, pour asseoir son pouvoir, Mobutu utilise une recette simple : il se présente à l'extérieur comme un bastion de l'anti-communisme et garantit les intérêts des sociétés capitalistes, tandis que sur le plan intérieur, il utilise les bonnes vieilles recettes du pouvoir totalitaire, la population est encadrée, endoctrinée, surveillée. Hors du Parti, point de salut, loin du Guide, pas de vérité ! » (Colette Braeckman, «**Le Congo devient Zaïre. le peuple danse et chante pour le Léopard** », in Le Soir, 30 mai 1997).
3. La personnalisation du pouvoir a abouti au culte de la personnalité : tout était fait et chanté au nom d'abord du timonier, ensuite du Maréchal : « Parmi les sales habitudes que nous avons héritées du mobutisme, il y a le culte de la personnalité, communément appelé DJALELO. Cette habitude, devenue culture, qui veut que des groupuscules et associations soient créés avec pour unique objectif de louer, sinon adorer un dirigeant quelconque, principalement le président de la République, les ministres et gouverneurs de province. Mobutu en fut l'un des principaux précurseurs, si pas le seul. Le vieux léopard traversait son territoire, Zaïre à l'époque, du Nord au Sud, de l'Est à l'ouest, en passant par le centre, contemplant ces milliers d'hommes et de femmes qui chantaient et dansaient pour sa gloire, à sa très grande satisfaction » (Bukasa Nkongolo, «**Le djalelo en RDC, une culture pas vraiment en voie de disparition** », Bekesson, 29 mars 2019). Enivré par les chants d'animation, Mobutu osait déclarer cyniquement « Heureux le peuple qui chante et qui danse ». Hier les Congolais chantaient à la gloire de Mobutu ; aujourd'hui, ils chantent à la gloire de Joseph Kabila, de Félix Tshisekedi Tshilombo et des chefs de file des partis politiques qui ont été élevés stupidement au rang « d'autorité morale ».
4. Le militantisme fut le critère de promotion et le clientélisme la règle : « Le degré de militantisme devient le critère principal de nomination à des postes importants. Les caciques du MPR, ceux qui feront preuve de fidélité au Guide, sont récompensés. Ce système de promotion favorisera l'émergence d'une sorte de bourgeoisie au sein de la classe dirigeante du MPR », Jean-Jacques Arthur Malu Malu, **Le Congo Kinshasa**. Paris, Karthala, 2002, p.159). Avec le MPR, adieu la culture d'excellence et la méritocratie, vive les courbettes et la médiocratie !

5. Il a adopté la forme centralisée de l'Etat : « Le pays a connu un unitarisme centralisé de 1965 à 1981 puis, à partir de 1982, des tentatives de décentralisation, grâce à l'ordonnance-loi du 25 janvier 1982 portant décentralisation de la territoriale, politique et administrative du pays », Mabilia Mantuba Ngoma, **Fédéralisme ou Unitarisme en République Démocratique du Congo**. Publications de la Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2004, p.31). Mais, cette politique de la décentralisation a eu du mal à se concrétiser. De plus, « Mobutu réorganise constamment les structures de l'État et du gouvernement, déplace les fonctionnaires, empêchant ainsi l'émergence de centres de pouvoir » (« **Zaïre : le pouvoir absolu** », in *Plein droit* n° 10, mai 1990). Toutefois, il faut reconnaître deux points positifs : le contrôle efficace du territoire national et le développement de l'unité et du sentiment national. Il suffisait, par exemple, que l'équipe nationale de football « Les Léopards », l'une des meilleures formations sur le continent à l'époque ou les Clubs de premier plan comme Vita Club, Daring Club Motema Pembe et le Tout Puissant Mazembe jouent contre des équipes étrangères ou que Mobutu s'exprime dans des fora internationaux pour voir comment le peuple se mobilisait, vibrait et jubilait. Ce symbole était l'expression de la fierté d'appartenir à un pays respecté. A la fierté d'appartenir à un Zaïre qui gagne s'est substituée la honte d'appartenir non seulement à un pays qui perd, mais aussi et surtout à un pays humilié et méprisé. Ce qui ne signifie pas que l'attachement à la nation congolaise s'est érodé pour autant contrairement à ce que pensent tous ceux qui travaillent pour la balkanisation du pays au motif insoutenable qu'il n'y a pas de sentiment national ou que le pays est ingouvernable car étant trop vaste. Quels prophètes du malheur !
6. La négligence de l'agriculture et des routes de desserte agricole. Au lendemain de son coup d'Etat (1966) Mobutu qui déclarait avoir pris le pouvoir pour 5 ans annonça le programme de la relance agricole en fixant le rendez-vous du bilan à la fin de ce mandat, soit en 1970 : « On pourrait en 1970 dresser le bilan : le Congo d'aujourd'hui avec sa misère, sa faim et ses malheurs serait transformé en pays riche et prospère », « **Congo: quand le général Mobutu prenait le pouvoir 'pour cinq ans'** », RFI, 16 mai 2017). Pour mobiliser les Congolais il choisit comme slogan « Retroussons les manches ». Les résultats ayant été mitigés et ayant décidé de diriger encore le pays pour 7 ans, il fit sortir un second slogan en 1970 : « Objectif 80 » (Gaëtan Feltz, « **Note de lecture. Vers une histoire sociale du Zaïre contemporain** », in *Outre Mers-Revue d'histoire*, 1991, n°1991, pp. 243-253). Les extravagances politiques et économiques ont vite fait oublier cette vision et l'agriculture dut en pâtir.
7. Dans le secteur minier, Mobutu a tenté de le contrôler avec la nationalisation (1967) de l'UMHK/Union Minière du Haut Katanga créée en 1906 (Emizet François Kisangani et F. Scott Bobb, **Historical Dictionary of the Democratic Republic of the Congo**. The Scarecrow Press, Inc., 2010) ; il lui

donna le nom de la Gécamines/Générale des Carrières et des Mines : « Au terme d'une longue confrontation, l'UMHK passe en 1967 entre les mains de l'État zaïrois sous le nom de Gécomin (Générale congolaise des Minerais), de Gécomines (Générale congolaise des Mines), puis de Gécamines (Générale des Carrières et des Mines). La gestion en est attribuée à la Société générale des Minerais (SOGEMIN), une filiale de la Société générale de Belgique, qui perçoit une commission sur la vente des minerais (6,5 %). Cette participation représente une sorte de compensation destinée à l'ancien actionnaire majoritaire pour la perte de l'Union Minière du Haut-Katanga. La nouvelle entreprise publique essaie toutefois de devenir autonome à l'égard de la Société générale de Belgique. Bien qu'elle se trouve encore dirigée par des expatriés sur le plan technique, elle connaît un processus progressif d'africanisation des cadres au cours des années 1970. Elle doit également entamer un programme de développement, qui consiste à augmenter le niveau de production et améliorer les procédés de transformation au Zaïre. Enfin, les minerais sont commercialisés dès 1974 par une société publique nouvellement créée, la Société zaïroise de commercialisation des minerais (SOZACOM), et non plus par la société belge SOGEMIN » (Benjamin Rubbers, « **L'effondrement de la Générale des Carrières et des Mines. Chronique d'un processus de privatisation informelle** », in Cahiers d'études africaines [En ligne], 181 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2008). D'après ces deux auteurs (Emizet François Kisangani et F. Scott Bobb), sa décision était motivée par des préoccupations non pas économiques, mais politiques, à savoir la personnalisation du pouvoir. Mais, c'était sans aussi compter avec l'emprise que les entreprises occidentales, américaines et belges principalement, avaient sur lui : « En 1965, avec l'avènement du régime de Mobutu, les objectifs politiques étaient atteints. A ce moment-là, les Etats-Unis devenaient politiquement dominants au Congo. En 1967, le 'New York Times' rapportait ceci : 'aucune autre nation, même pas la Belgique, n'était aussi profondément impliquée au Congo que les Etats-Unis pendant que le 'London Daly Telegraph' faisait référence aux Etats comme Puissance dominante au Congo. Le modèle du conflit des affaires suggère que la domination politique allait entraîner l'afflux des nouveaux investissements américain et le remplacement graduel des intérêts. En fait, c'est ce qui se passa exactement durant la période 1966-1970. En 1970, le consortium de Tempelman a gagné le contrôle du plus large flux du cuivre au Congo à Tenke Fungurume. Ce contrat était particulièrement important du fait que le cuivre était le pilier de l'économie congolaise et que les Belges avaient traditionnellement dominé ce secteur. Les Belges n'ont jamais été complètement remplacés ; ils continuèrent à jouer un rôle important rôle qui se poursuit jusqu'à ce jour. Mais, la prééminence belge avait visiblement pris fin... Un ancien employé de Tempelman a fait savoir que les Belges se rendirent compte qu'ils venaient de perdre le Congo lorsque le contrat du

civre de Tenke Fungurume fut conclu. Des investisseurs américains, spécialement les entrepreneurs et les prêteurs commerciaux dominèrent aussi graduellement d'autres secteurs » (cité par Bucyalimwe Mararo Stanislas in « **La gouvernance dans la dynamique internationale et régionale en RDC depuis 1960** », in Justin Mbaya Kankwenda, s/d, Le degré zéro de la dynamique politique en RDC, 1960-2018, Kinshasa, ICREDDDES, novembre 2018). De nouveau, sa politique minière fut un fiasco et les quelques dividendes qu'il en tira ne furent pas investis dans des projets de développement durables, la mégestion et la corruption ayant pris le dessus sur cette préoccupation.

8. On assista à l'émergence de la culture de spéculation au détriment du travail productif depuis les mesures de la zaïrianisation de 1973, avec à la clé l'engouement pour l'enrichissement facile : « **L'économie nationale, prometteuse, avait amorcé sa descente aux enfers à partir de la zaïrianisation.** Les travaux d'infrastructures de grande envergure n'effacèrent pas les conséquences de l'une de ses pires décisions que fut la zaïrianisation. En clair, des sociétés privées appartenant à des groupes étrangers ont été confisquées, sans la moindre compensation, pour être confiées à des Congolais qui n'avaient pas forcément un savoir-faire dans la gestion d'entreprises. Les bénéficiaires de cette mesure incompréhensible juridiquement, économiquement aberrante et politiquement malhabile étaient, pour la plupart, issus de milieux proches du pouvoir. Mal gérées, systématiquement pillées impunément par leurs dirigeants, les entreprises publiques – étatisées ou nouvellement créées – s'étaient transformées en gouffres financiers» (« **La zaïrianisation, une aberration économique** », in Arthur Malu Malu, RD Congo. 1960-2020 : un cuisant échec économique. Makanisi, 30 juin 2020).
9. La régression de la qualité de l'enseignement suite à l'intrusion du politique dans l'organisation et les programmes d'études. Personne n'a bien décrit les méfaits de l'immixtion du politique dans l'éducation que Daniel Gambembo : «A bien regarder, la création de l'Université nationale du Zaïre a été le point de départ de la destruction de l'Université. Beaucoup de maux dont souffre notre enseignement supérieur aujourd'hui ont germé et pris racine à cette époque de la politisation à outrance. La destruction morale, sociale et matérielle a été si profonde que rien n'a pu se réaliser lors de la reconstitution des anciennes Universités en 1986, l'esprit universitaire ayant déjà été assassiné» (Gambembo Fumu waq Utadi, «**De Lovanium à l'Université de Kinshasa**», in Isidore Ndaywel, I. (s/d), L'Université dans le devenir de l'Afrique. Un demi-siècle de présence au Congo-Zaïre. Paris, L'Harmattan, 2007, p. 73).

Un livre édité par Bogumil Jewsiwicki et Véroique Klauber et paru en 2003, «Université de Lubumbashi (1990-2002). Société en détresse, pari sur l'avenir » (Paris, Harmattan, 2003) revient sur ces maux ; les analyses de différents contributeurs sont symptomatiques de la dégradation de l'esprit

universitaire, en focalisant l'attention sur l'impact de la « tourmente marquée par une série de crises qui sont liées au régime Mobutu et au passage de la 'transition politique' à l'avènement du kabilisme ». En commentant ce livre, le Prof. Nyunda ya Rubango, lui-même produit de cette Université (années 1970), écrit : « Le rapport souligne le fait que la situation de l'Université de Lubumbashi est tributaire de la conjoncture globale du pays et de la région, que l'Université est un microcosme et une culture d'antivaleurs, de maux dont souffre la nation entière, conditionnée elle-même par les structures du 'Part-Etat' (tribalisme, clientélisme, corruption) ; qu'elle partage les difficultés communes à la totalité des universités et des instituts supérieurs du pays, mais qu'elle a été secouée par deux crises particulièrement spécifiques à la région, notamment le massacre des étudiants de mai 1990 et le conflit 'Katangais-Kasaiens'. L'image qui se dégage de ce volume est une image sombre, apocalyptique, devant les échecs et les écueils des réformes successives et les déviations d'un régime politique fort (mais démissionnaire) et d'une politique régionale exclusionniste, le culte d'antivaleurs et la détérioration des conditions de vie et de travail des étudiants et des enseignants » (Cahier d'études africaines, 182/2006. Voir aussi « **58 ans après l'indépendance, les Congolais ont bâti un Congo plus pauvre qu'avant 1960** », in Le Phare, 29 juin 2018).

10. Voici quelques bémols qui ont miné ce régime et conduit à sa chute :

◆ la régionalisation et la tribalisation au sommet de l'armée : « Lorsqu'il revient au Zaïre en 1984, avec le grade de lieutenant-colonel, Donatien Mahele Lieko Bokungu découvre une armée en voie de 'ngbandisation' accélérée. Ce sont les généraux ngbandis – l'ethnie de Mobutu -, Nzimbi et Baramoto, qui dirigent la Division spéciale présidentielle (DSP) et la Garde civile, deux nouvelles unités particulièrement choyées au détriment des FAZ, laissées en déshérence » (François Soudan, « **Histoire secrète de la chute de Mobutu** », in Jeune Afrique, n°1910/1911 du 13 au 23 août 1997).

◆ la détérioration des conditions de vie suite aux effets des deux crises pétrolières de 1973 et de 1978/1979 (Taoufik Rajhi, Mohamed Benabdallah, Wided Hamissi, **Impact des chocs pétroliers sur les économies africaines : une enquête empirique**. Houston, février 2005), et surtout des mesures antisociales appliquées dans le cadre du programme d'ajustement structurel, surtout sous le gouvernement de Kengo I, chouchou de la Banque mondiale affublé du nom de « l'homme de la rigueur » alors qu'il était en réalité l'homme de la misère : « De par ses fonctions, Kengo entre au Comité exécutif national du parti unique en 1972, puis au Bureau politique deux ans plus tard. En 1980, il est au Comité central du MPR. Promu président du Conseil judiciaire en 1977, il est désormais l'un des hommes les plus puissants du régime. En 1980, il est nommé ambassadeur du Zaïre en Belgique. Sur le plan économique, le Zaïre est mal en point. Pour redresser le pays malade, Mobutu le fait revenir de Bruxelles pour le nommer Premier commissaire d'État (Premier ministre) en novembre 1982. Aussitôt, Kengo opte pour un traitement de choc : un programme d'ajustement

structurel avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La rigueur qu'il impose est telle que, pendant quatre ans, le Zaïre consacre la quasi-totalité de ses revenus au paiement de la dette extérieure. Sur le plan social, la situation est dramatique » (Tshitenge Lubabu, « **Le mystère Kengo** », in Jeune Afrique, 23 juin 2008).

◆ l'émergence des forces centrifuges à l'Est avec (1) les deux guerres du Shaba en 1977 et 1978 (Romain Yakemtchouk, « **Les deux guerres du Shaba : les relations entre la Belgique, la France et le Zaïre** » (in Bruxelles, Institut Royal des Relations Internationales, 1988) ; (2) la persistance des résidus rebelles dans la région de Fizi (« **Parrains révolutionnaires: rébellion de Simba et maquis de 15 Kabila, 1960-90** », pp. 15-19, in Jason Stearns et al., Les Maï Maï Yakutumba. Résistance au Sud-Kivu. Institut de la Vallée du Rift, 2013 ; (3) et l'émergence de Beni comme nid d'affrontement Museveni-Mobutu à la fin des années 80 : « A sa création, la Nalu est soutenue financièrement et militairement par les pouvoirs congolais et kenyan qui se méfient de Museveni. A partir de 1988, elle est chassée d'Ouganda par l'armée et s'établit dans les territoires congolais de Beni et du Lubero. En plus d'anciens éléments du Rwenzururu, elle récupère des combattants congolais comme les Maï-Maï Kasindiens. Installé autour de la ville frontalière de Kasindi entre l'Ouganda et la RDC, au pied des monts Rwenzori, ce groupe est dirigé par Enoch Nyamwisi La Nalu intègre aussi dans ses rangs des anciens combattants de la rébellion Simba de 1964 créée par Gaston Soumialot, ce qui en fait un mouvement congolo-ougandais », **L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu**. Briefing Afrique de Crisis Group n°93, 19 décembre 2012, p. 3).

◆ la constitution et la consolidation des réseaux Bisengimana-Kengo (Honoré Ngbanda, **Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux occidentaux et rwandais**. Editions Duboiris, 2005 ; « **Retour sur les dossiers noirs de Léon Kengo wa Dondo durant la 2^{ème} république: devoir de mémoire oblige** » », (<http://kongolibre.over-blog.com/2015/12/retour-sur-les-dossiers-noirs-de-leon-kengo-wa-dondo-durant-la-2eme-republique-devoire-de-memoire-oblige.html>) qui, depuis 1982, se sont inscrits dans la dynamique de Museveni-le-rebelle.

◆ l'ouverture de la boîte de Pandore avec la division du Grand Kivu en 1988 car depuis lors Kinshasa a perdu le contrôle du Kivu (Bucyalimwe Mararo Stanislas, « **Kinshasa et le Kivu depuis 1987: une histoire ambiguë** », in L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2004/2005 (Stefaan Marysse et Filip Reyntjens, éditeurs). Paris, LHarmattan, 2005, pp. 161-186). Ce projet du découpage aurait été financé par les Tutsi. C'est l'Antenne UMOJA de Goma qui a révélé les véritables enjeux de ce découpage. Dans une lettre qu'elle a adressée au Président national de cette mutuelle, Munyamakuba Mugisha/Tutsi (Munyamakuba Mugisha/Président, **Note adressée au Prof. Ntirumenyerwa. Objet : Travaux de la muuelle UMOJA**. Kinshasa, le 16 août 1985), successeur de Sekimonyo wa Magango

nommé à la tête de l'Assemblée Régionale du Kivu et datée de Goma le 9 janvier 1988, il est dit ceci en substance : « Voici les renseignements précis au sujet de la création d'une zone à créer dans le cadre du découpage du Nord-Kivu. Si Kalehe ou une partie de cette zone est rattachée au Nord-Kivu, il faudra alors envisager, lutter et obtenir deux zones tutsi, l'une dont les parties composantes sont actuellement peu ou pas occupées, et l'autre que nous connaissons déjà assez bien. Première proposition pour la zone I. Cette zone doit être constituée des parties arrachées aux zones ci-après : (1) la zone de Rutshuru (la partie nord-ouest de Mweso et de la Bulindi) ; (2) la zone de Masisi (la partie nord de sorte à englober Bibwe, Mokoto): la zone de Walikale (Ihula et Pinga); la zone de Lubero (la partie de Kanyabayonga et de Kayina. Deuxième proposition pour la zone II. Cette zone devrait comprendre les parties arrachées à la zone de Kalehe, à celle de Masisi (partie sud et l'Ufamando) et celle de Walikale). Cette partie occupée aujourd'hui par une population hétéroclite et disséminée issue de Batembo, Bahunde, Banyanga, Bahavu et quelques Hutu est intéressante. Elle est, comme la première, composée de plateaux et de montagnes à haute altitude et au climat favorable à l'élevage » (Antenne UMOJA/Goma, **Rapport n°2/JAN/88 du 9 janvier 1988**, p.1).

La disparition du Mur de Berlin en 1989 a renforcé l'axe-Washington-Londres en Afrique des Grands Lacs et avec pour corollaire la mise sur orbite de deux nouveaux dominos (Yoweri Museveni et Paul Kagame) en Afrique des Grands Lacs et l'accélération de la descente aux enfers de la RDC. C'est aussi dans ce contexte des bouleversements dans la région des Grands Lacs Africains que la collusion UDPS-FPR a pris racine avant de se consolider et ce, sous l'œil bienveillant des Etats-Unis. L'actuel « deal » Joseph Kabila-Félix Tshisekedi Tshilombo ou l'actuelle alliance UDPS-FPR/PPRD est l'aboutissement d'une longue histoire jusqu'ici méconnue (Bucyalimwe Mararo Stanislas, « **The UDPS-RPF Collusion : case of an endless saga?** », 2020).

Séquence 3. Retour contrarié au multipartisme (1990-1997)

Au vu des développements ultérieurs, on peut qualifier cette période, de « transition vers la dictature des rebelles ethniques ». Forcé d'assouplir sa politique, Mobutu a mis fin au parti unique le 20 avril 1990 en ouvrant ainsi la porte au multipartisme. Il voulait trois partis politiques, mais l'opposition l'a obligé à accepter un multipartisme intégral. Le résultat fut désastreux : la prolifération des partis politiques, plus de 100 sans programme politique ni projet de société et constitué chacun souvent par les membres d'une même famille biologique : «Initialement, on s'en souvient, il y avait le multipartisme à trois - le MPR, l'UDPS et une troisième formation. Tous les exclus potentiels se récrièrent et le président ne fut que trop heureux de leur concéder le multipartisme intégral. Commença alors la prolifération des formations politiques: de grands partis apparurent, le Parti démocrate et social chrétien, fortement soutenu en

Europe, l'Uferi (Union des fédéralistes et républicains indépendants, dont M. Karl I Bond est la figure de proue), le Mouvement lumumbiste tenta de se structurer et le Palu, parti lumumbiste unifié, accrut son audience dans les banlieues de Kinshasa. En province aussi, de multiples formations apparurent et, à l'heure actuelle, plusieurs centaines de petits partis se disputent les sièges de la Conférence nationale, à raison de quatre places chacun. Autrement dit, l'UDPS, même si elle participait à la conférence, ne disposerait pas d'une représentation proportionnelle à son ancienneté, à sa notoriété, au nombre de ses adhérents. C'est cette loi du nombre, la nécessité de former un bloc à la Conférence nationale face aux partis dits du 'consensus', qui contraignirent le parti de M. Tshisekedi à conclure un pacte avec d'autres partis, les grands mais aussi plusieurs dizaines de petites formations, tous réunis au sein d'une Union sacrée où le seul point de ralliement est la volonté de faire partir Mobutu. Après quoi, chacun reprendra, pour son compte, la course au pouvoir. Si l'Union sacrée répond aux objections des Occidentaux, toujours enclins à souligner les divisions de l'opposition zaïroise, si elle se veut une machine contre le pouvoir mobutiste, cette coalition vaste et lâche, qui associe des recrues de la vingt-cinquième heure, comme M. Nsinga Udjuu, qui dirigea le MPR jusqu'il y a peu, ou Kamanda wa Kamanda, à un parti qui a lutté sur le terrain durant onze ans, elle représente aussi une menace pour l'UDPS, sa cohérence, voire sa prééminence » (Colette Braeckman, « **L'Udps prise au piège de la majorité numérique à la conférence nationale** », in *Le Soir*, 27 août 1991).

Le principal enjeu étant officiellement l'instauration de la démocratie, les principaux acteurs (pouvoir ou mouvance présidentielle, opposition répartie en aile radicale autour de l'UDPS d'Etienne Tshisekedi (l'homme de la CIA et des entreprises belges à travers la MIBA/Société Minière des Bakwanga) et en aile modérée autour de l'UDI/Union des Démocrates Indépendants de Kengo wa Dondo (chouchou de la Banque mondiale) et d'Alexis Tambwe Mwamba (homme des entreprises belges à travers la SOMINKI (Société Minière du Kivu) et les coachs occidentaux, la Belgique, la France et les Etats-Unis appelés Troïka n'avaient pas la même vision. Ce qui a compromis le processus démocratique car la Troïka et certains membres de l'Opposition ont joué un jeu double : caresser les protagonistes de la démocratie (« schéma CNS ») et le camp des va-en-guerre en même temps. Mobutu et cette Opposition pro-CNS payèrent finalement le prix de cet imbroglio ou du manque de consensus sur le chemin à suivre pour matérialiser les conclusions de la CNS.

Fragilisé par la maladie et les pressions intérieures et extérieures, Mobutu finit par être abandonné par certains alliés comme le général Mahele, Kengo, Baramoto et plusieurs autres anciens ténors du MPR et par perdre progressivement le contrôle du pouvoir et le contrôle du territoire national au profit des réseaux Bisengimana-Kengo dont il était question plus haut. Car les désordres ont vite gagné le terrain, notamment avec les affrontements politiques et ethniques au Shaba et au Nord-Kivu en 1992 et 1993 qui étaient téléguidés de

Kinshasa, voire de l'extérieur : Gouvernement d'Opposition de la République du Zaïre, **Conflits ethnopolitiques au Shaba et au Nord-Kivu**, Kinshasa, 1997 ; Thomas Bakajika **Banjikila, Epuration ethnique en Afrique: Les « Kasaiens » (Katanga 1961 - Shaba 1992)**. Paris, L'Harmattan, 1997.

Entre temps, la guerre dite de Masisi, déclenchée dans l'ombre de la guerre régionale de la NRA/National Resistance Army-parti au pouvoir en Ouganda et du FPR/Front Patriotique Rwandais-mouvement rebelle ou mieux, branche de l'armée ougandaise s'est vite régionalisée, voire internationalisée avec l'invasion des provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu par des millions des réfugiés hutu du Burundi et du Rwanda consécutivement aux affrontements ethniques qui ont suivi l'assassinat du président hutu élu au Burundi (investi le 10 juillet 1993), Melchior Ndadaye (21 octobre 1993) et à la prise du pouvoir du FPR au Rwanda (juillet 1994). Ce fut l'occasion en or pour les multinationales occidentales et les armées tutsies du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi pour envahir le Zaïre en septembre/octobre 1996 sous prétexte d'y poursuivre les génocidaires. D'où l'occupation de ces deux provinces par le couple NRA- FPR et leur milice supplétive, l'AFDL/Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Zaïre/Congo (octobre 1996-mai 1997).

Signalons que la militarisation du Nord-Kivu par le gouvernement Kengo 3 (« Opération Amani », mars 1995 ; et « Opération Mbata », mai 1996), avait servi de couverture aux dernières incursions de ces troupes qui ont relayé sur le terrain les FAZ/Forces Armées Zaïroises en septembre-octobre 1996 comme s'il y avait passation du flambeau ; ce fut de même pour la succession en novembre 1996 du gouvernement provincial de Christophe Moto Mupenda à Goma par celui d'un membre notoire du FPR, Léonard Kanyamuhanga Gafundi qui avait été son conseiller politique depuis sa mise en place en juillet 1993. Dans son article « **Préavis zéro** » (Le Mandat, 1996), Christophe Beyeye avait dénoncé la collusion des soldats des FAZ (leur hiérarchie et le gouvernement Kengo 3 à Kinshasa, étant au parfum) avec le FPR. Accusant plus tard Kengo de complicité avec les agresseurs rwandais et ougandais, Honoré Ngbanda déclara : «La guerre à l'Est du pays (guerre de l'AFDL, novembre 1996-mai 1997) est un phénomène qui ne pouvait pas échapper aux responsables du pays à tous les niveaux que ce soit. Nous étions tous informés de la situation. Il y a des missions militaires de l'armée qui allaient à l'Est. Nous savions que c'est un problème qui allait prendre une dimension nationale» («**Interview** conduite et enregistrée par Erik Nyindu des Amis de Wetchi asbl à Bruxelles», Cassettes *Le Dialogue* n°9, avril 1999). Rappelons que Kengo a dû quitter le pays après la chute de Kisangani en avril 1997 au motif qu'il allait se faire soigner à l'étranger ; en réalité, il savait que Kinshasa allait tomber et, comme pour dire, « mission accomplie », il allait prendre un repos mérité. Il rentra au pays en mai 2007 pour présider le Sénat, deuxième position en préséance après le président de la République Joseph Kabila, l'homme du sérail FPR bien connu. Tout ce cheminement de « l'homme de la Banque mondiale » montre qu'il a été réellement depuis l'ère Mobutu, lui

qu'on a toujours présenté comme un membre très influent du Lobby tutsi de par sa mère.

En exprimant ce qui précède autrement, je dirais que les affrontements de l'axe Walikale-Masisi-Bwito/Rutshuru (au Nord-Kivu) qui ont été déclenchés dans l'ombre de la guerre régionale du couple NRA/FPR fut le détonateur de la guerre internationale actuelle qui a profité à l'Ouganda et au Rwanda pour se rendre maîtres de la RDC. C'est dire que ces désordres ont été organisés et utilisés par les acteurs régionaux et nationaux qui ont décidé de s'emparer du pouvoir et de contrôler l'ordre post-Mobutu par les armes au détriment du camp de ceux qui souhaitaient mettre fin à la dictature par la voie démocratique dans le cadre du schéma de la CNS.

De nouveau, la communauté internationale qui était représentée par ce qu'on a appelé la **Troïka** (Belgique, France et Etats-Unis) a trahi le peuple congolais comme en 1960 pour avoir appuyé au bout des lèvres la lutte pour la démocratie alors qu'elle accompagnait le camp de la guerre.

Séquence 4. Régime d'occupation (1997-2021)

La guerre d'agression et d'occupation commanditée et exécutée par l'Occident-USA par le Rwanda, l'Ouganda interposée a été suffisamment étudiée, médiatisée. Ce que toutes ces études ne relèvent pas est le fait suivant : Le président Laurent-Désiré Kabila a été assassiné (16 janvier 2001) trois semaines après l'ouverture du bureau de la MONUC à Kinshasa (décembre 2000). Curieuse réédition de ce qui s'est passé au Rwanda. La MINUAR a atterri au Rwanda en décembre 1993 et le 6 avril 1994, le président rwandais, Juvénal Habyarimana, le président burundais Cyprien Ntaryamira (successeur du président-élu, Melchior Ndadaye assassiné par son armée le 21 octobre 1993) et le chef d'Etat-Major des Forces Armées Rwandaises, le général Déogratias Nsabimana et plusieurs dignitaires de ces deux pays furent tués lorsque l'avion qui les ramenait d'une rencontre régionale-piège à Dar-Es-Salaam/Tanzanie (pays de Julius Nyerere, voir infra) a été abattu lors de l'atterrissage à l'aéroport de Kanombe/Kigali pourtant protégé par les casques bleus de la MINUAR, particulièrement belges. Aujourd'hui, 27 ans après, on prétend ne pas connaître l'auteur de cet acte terroriste (qualifié insidieusement d'attentat) comme on nous le rabâche ad nauseum chaque jour. La banalisation de l'assassinat de ces quatre chefs d'Etat de la région et l'impunité dont jouissent les auteurs de ces actes crapuleux sont la preuve éclatante du rôle central de l'ONU, bras droit des Etats-Unis, dans la déstabilisation de l'Afrique des Grands Lacs.

Pour comprendre le système mis en place par les occupants pour mettre le pays à genoux, je reprends ces propos de Mr Emmanuel Ndahiro alors responsable des services secrets rwandais (juin 1997): « Lorsque nous nous sommes réunis à Kisoro (Ouganda), du 3 au 5 juin, juste après notre victoire qui a conduit à la chute du dictateur Mobutu, nous avons souligné la nécessité de renforcer notre

promesse en affectant nos meilleures ressources humaines dans les services qui s'occupent de la sécurité, de l'économie, des finances et de l'administration, particulièrement dans les provinces du Nord et Sud-Kivu qui sont partie intégrante de notre patrie. Cette stratégie est censée faciliter notre contrôle de la République Démocratique du Congo et consolider davantage notre influence dans la région des Grands Lacs» (cité par Pierre Péan dans son livre «Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique (Paris, Fayard, 2010, p. 386). Et dans tout ça, le rôle de leur parrain Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie et père de la soi-disant lutte de libération en Afrique centrale n'a jamais été mis en lumière. Et pourtant, c'est lui le parrain des chefs de guerre Museveni et Kagame. Certains mettent l'accent tantôt sur son esprit visionnaire (Tukumbi, L.K., «**Mwalimu Kambarage Nyerere: an African visionary**», in Africa Notes, November 1999, pp. 4-5.), tantôt sur son rôle dans les négociations de paix au Burundi. Par contre, ses critiques en font le père de toutes les crises de la région des Grands Lacs car il passe pour parrain de Museveni, de Kagame, des Kabila (Denis Speed, «**Nyerere's 'Kindergarten' : Dar Es Salaam University and the Black Face of the New British Colonialism**», in Fidelio Magazine, Winter 1997) et autres Wamba Dia Wamba et Jacques Depelchin qu'on a vus à la tête du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani (RCD-Kisangani) dès janvier 1999 en RDC. Rath Andor ajoute ces commentaires: «Mr Nyerere's views on African development were an unmitigated disaster and turned his country into a pauper for decades and probably for decades to come» («**Julius Nyerere: political messiah or false prophet?**», BBC News, Monday, October 2005). Le fait qu'il ait été le premier chef d'Etat à atterrir à Kampala en janvier 1986, à Kigali en juillet 1994 et à Kinshasa en mai 1997 tout juste après la prise du pouvoir par la NRA, le FPR et l'AFDL respectivement ne laisse pas un moindre doute quant à son appui à ces chefs rebelles et criminels de guerre notoires qui prétendaient porter les habits révolutionnaires. Deux autres détails et non les moindres qui confirment que Julius Nyerere, mort en 1999, était la carte maîtresse de la National Resistance Army (NRA) et du Front Patriotique Rwandais » (FPR) sont les suivants : Yoweri Museveni a demandé de le proclamer saint (Emmanuel Mulondo, «**Tanzania : Many Pray for Nyerere Beatication, the first step for sainthood** », Kampala, The East African, 7 June 2011) : Paul Kagame, quant à lui, l'a décoré quelques années après sa mort pour son rôle décisif dans la victoire du FPR (Emmanuel Nereste et Gaspard Musabyimana, «**Des personnalités décorées à Kigali le 4 juillet 2010 sont des fossoyeurs du peuple rwandais** », www.musabyimana.net du 11 juillet 2010). Ci-après, une photo qui résume tout.



Top: Julius Nyerere, leader of Tanzania, to whom the reigns of power were handed by the British in 1961. Bottom: Henchmen of Britain's new African colonialism (left to right): Paul Kagame (Rwanda), Yoweri Museveni (Uganda) Laurent Kabila (Congo).

Source: Denis Speed, «Nyerere's Kindergarten' : Dar Es Salaam University and the Black Face of the New British Colonialism», in *Fidelio Magazine*, Winter 1997

Cette photo suffit pour expliquer le drame actuel et l'engrenage dans lequel la RDC est embourbée depuis l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila au pouvoir (mai 1997) jusqu'à Félix Tshisekedi Tshilombo (janvier 2019) en passant par Joseph Kabila (janvier 2001). En remplaçant sur cette photo Laurent-Désiré Kabila par Joseph Kabila que d'aucuns appellent Kanambe (autrement dit un faussaire à la tête du pays depuis janvier 2001, Mwamba Tshibangu, **Joseph Kabila, la vérité étouffée**, L'Harmattan, octobre 2005 ; Brown Chibale Kapika, **Les origines cachées de Joseph Kabila jusqu'à son ascension au sommet de l'État Congolais**, septembre 2018), on comprendra aisément la dimension régionale et ethnique ou raciste de la guerre actuelle en RDC. Les Congolais l'ont vu venir (encore dans la vingtaine) sous le drapeau du FPR en septembre/octobre 1996 avec des bottes (des « bottines de jardinier » dira plus tard un leader politique congolais de renom). Ils l'ont vu monter différents échelons du pouvoir toujours sous le drapeau du même FPR, Chef d'Etat- Major Adjoint avec comme Chef d'Etat-Major des Forces Armées congolaises, James Kabarebe, octobre 1997 ; Chef d'Etat-Major des Forces Armées Congolaise, 1999 ; président de la République ; acquéreur du Congo-Kinshasa, devenant vite un milliardaire avec sa famille dont Jaynet soi-disant Kabila et Zoé soi-disant Kabila (André Seyes, « **RDC : scandale des Panama Papers, le clan Kabila éclaboussé** », Afrik.com, 6 avril 2016 ; « **RDC: des proches du président Kabila cités dans les «Panama**

Papers», RFI, 9 avril 2016) toujours sans broncher. What kind of People ? A SHAME !

Pire, personne ne saura le nombre des étrangers qui se sont incrustés dans le pays en application de la stratégie exposée ci-haut par Emmanuel Ndahiro et ce, dans l'ombre de Joseph Kabila, en application des accords de paix imposés par la communauté internationale ou l'Occident-USA (accord militaire de Lusaka, 10 juillet 1999 ; accord politique de Pretoria/Accord Global et inclusif, 17 décembre 2002 ; accord gouvernement-CNDP sur la brassage, Kigali, janvier 2007 suivi de l'Opération « Umoja Wetu » ; accord gouvernement-CNDP sur le mixage, Goma, 23 mars 2009 ; accord gouvernement-M23, Nairobi, 12 novembre 2013).

Malgré un semblant d'unification du territoire depuis l'entrée en fonction du gouvernement de transition (30 juin 2003), la partie Est échappe toujours à l'autorité centrale de l'Etat car c'est le Rwanda et l'Ouganda qui y imposent leurs lois. Les massacres continuent à y être perpétrés au moment où la guéguere fait rage à Kinshasa pour le partage du pouvoir. Les Congolais sont abandonnés à eux-mêmes ; ils sont laissés à la merci des bandes armées et des armées étrangères qui écument le territoire national. Des étrangers entrent comme ils veulent car les frontières ne sont pas contrôlées. Et pour couronner le tout Félix Tshisekedi Tshilombo a autorisé la Compagnie Rwanda Air à opérer à Kinshasa où des Rwandais sont en train d'être déversés en masse et en camouflage, servant ainsi de cheval de Troie dans la présidence de ce dernier.

Les projets de développement qui avaient été lancés dans le cadre de la coopération indirecte au début des années 80 ont cédé place à « l'industrie humanitaire ». Les populations qui, avant la guerre, vivaient du fruit de leur labeur (le Nord-Kivu était alors le grenier du pays) sont confinés dans des camps de fortune où ils attendent la manne de la « généreuse » communauté internationale qui est insuffisante et arrive souvent de manière irrégulière. L'insécurité règne toujours dans leurs villages : ce qui veut dire qu'ils ne peuvent pas y retourner pour cultiver les champs. La malnutrition qui n'existait pas avant la guerre est devenue endémique.

Comme cette occupation n'est pas possible sans le concours des Congolais, l'appât d'argent et l'achat des consciences ont fonctionné bien. Pour reprendre l'expression de Sénèque, les Congolais se font des « esclaves volontaires », d'autant plus que, comme l'affirme, Paulo Freire : « The oppressors do not favor promoting the community as a whole, but rather selected leaders ».

Et l'Onu est entrée dans le jeu pour faire asseoir ce régime et couvrir les atrocités. Ceux qui savent le rôle joué par l'ONUCI en Côte d'Ivoire n'auront pas des difficultés pour comprendre le rôle joué par l'ONU en RDC entre juillet 1960 et juin 1964 (ONUC) et depuis décembre 2000 (Monuc/Monusco). Mon article « la Monuc/Monusco : une réédition de l'ONUC » (in Justin Mbaya Kankwenda, 2018) expose clairement tout le mal que les deux opérations dites de maintien de paix ont causé au pays.

L'impunité qu'on ne cesse de dénoncer est elle-même le baromètre du cynisme des prétendus promoteurs de la démocratie et protecteurs des droits de l'homme dans le monde. Alors qu'à l'écroulement du Mur de Berlin et de la fin (théorique) de la guerre froide, les Etats-Unis et leurs alliés européens avaient promis l'avènement d'une ère nouvelle où la paix, la démocratie et les droits de l'homme régneraient, on a assisté plutôt à un désordre mondial sans précédent et dans lequel des régimes sanguinaires qui sont en train de dévaster toute la Région des Grands Lacs Africains se sont installés et consolidés avec l'appui inconditionnel des Etats-Unis et de la Grande Bretagne. Rappelant cette vérité. Michel Chossudovsky écrivit ceci en 2003: « L'enjeu de ces opérations militaires au Congo réside dans les richesses minières de l'est et du sud du Zaïre, notamment les réserves stratégiques de cobalt- cruciales pour l'industrie de la défense américaine...L'objectif de Washington était d'écarter la France, de discréditer le gouvernement (qui avait soutenu le régime d'Habyarimana) et d'établir au Rwanda un protectorat anglo-américain sous la présidence du major général Paul Kagame. En connaissance de cause, Washington n'est pas intervenu pour empêcher les massacres ethniques... Le génocide de 1994 au Rwanda a, du point de vue de Washington, atteint ses objectifs stratégiques et géopolitiques. Les massacres ethniques ont porté un coup dur à la crédibilité de la France et permis aux Etats-Unis d'établir une assise néocoloniale en Afrique centrale » (Michel Chossudovsky, Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial. Montréal, Ecosociété, 2003. Chapitre VII : **Le génocide économique au Rwanda**, pp. 130-131, 134-135).

L'ougandais Remigius Kintu ajoute ces précisions qu'on ne trouve nulle part dans les discours officiels rwandais, africains, européens, israéliens et anglo-américains : « America, which is financing, arming, training and planning these murderous schemes intensified her gorging on Congo's mineral after their sponsored thugs took over the country. There is mounting and compelling evidence implicating America as having subsidized Tutsis to commit genocide against Hutus in Rwanda, Burundi and Congo. America continues to manipulate the conflicts, propping up criminals into power by force and using her enormous resources and influence everywhere to cover up the truth. African countries are muzzled in fear of possible loss of foreign aid that they have abdicated their primary duty of protecting themselves. That is a sin of omission. America has turned Tutsis into impish jungle thugs to destroy African nations, reduce black population while protecting foreign bandits and looters from nationals who resist this new form of colonialism" (**"Sins of omission. Apathy and American Agression Africa"**, in UDC, 27 September 1997). Qui pourra faire l'évaluation des vies humaines et des infrastructures économiques et sociales détruites dans les guerres hégémoniques ethniques du duo Museveni-Kagame depuis le début des années 1980 ? Personne car le projet de la dépopulation de cette partie du monde avance en marche forcée : « The propaganda story has created the politics of genocide in central Africa. Starting in 1945 with the holocaust, this politics has

turned to an industry. In this framework, nobody can criticize the Jews because they were victims of genocide. This was also extended to Rwanda and in Zaire where the Tutsis are presented as the only victims of genocide; their crimes are ignored and, therefore, they are immune from persecution and cannot be challenged. What is said is not connected to those who, in the United States, Israel, United Kingdom, Canada..., are behind the genocide. This reductionist discourse is intended to cover the White supremacy in the region» (Keith Harmon Snow, **The Plunder and Depopulation of Central Africa**, The Internationalist 360°, 7 March 2012).

II. VIVRE ENSEMBLE, OUI. MAIS DANS QUELLES CONDITIONS ET A QUEL PRIX ?

D'abord un constat. Je commence par rappeler quelques faits importants que j'ai clairement mis en évidence et/ou auxquels j'ai fait implicitement allusion ci-dessus :

1. Avant 1990, il existait une réelle unité nationale (et je suis parmi les bénéficiaires) et le sentiment national était en train de se consolider.
2. On est passé de la « bottom up governance » (1ère République) à la « top down governance » (2ème République, phase unique du parti unique que Mabilia Mantuba Ngoma précité décrit comme suit : « Les révisions ultérieures de cette constitution (sous-entendu celle de 1967) conduisirent à l'institutionnalisation du M.P.R (Mouvement Populaire de la Révolution), comme parti unique ou parti-Etat. On assista à un pouvoir pyramidal, autocratique, monolithique, personnalisé et dictatorial combinant les stratégies de la puissance dure (mécanisme de contrainte) et de la puissance douce (mécanismes de consensus utilitaire) » (p. 31). Ce type de gouvernance persiste car, par exemple, les élections communales et locales n'ont jamais été organisées depuis 2006 avec pour conséquence, à l'Est notamment, le fait que ce sont les structures implantées par le RCD-Goma (août 1998-1999) qui sont toujours fonctionnelles et ses hommes continuent à y faire la loi.
3. Il y a eu une seule alternance politique le 30 juin 1960 lorsque, consécutivement aux élections du mois de mai 1960, un gouvernement démocratique post-colonial remplaçait un gouvernement colonial. Depuis le démantèlement des institutions démocratiques issues de ces élections en septembre 1960, celles qui furent organisées dans la suite n'ont été qu'une mascarade et les puissants de ce monde les utilisaient pour placer ou reconduire leurs hommes au cœur du pouvoir. La nouvelle Opposition qui a vu le jour en 1991-1992 n'a été qu'une opposition de pacotille. Donc la RDC n'a jamais connu de démocratie et ceux qui font d'un certain homme politique « père de la démocratie » se moquent du peuple congolais.

4. La RDC est, depuis 1996/1997, occupée par des étrangers, « des Sans Frontières » ou, pour utiliser la formule d'un journal congolais, « des hommes venus d'ailleurs » qui sont entrés sans passeports suite à la guerre d'agression ajoutent d'autres Congolais et à l'application des divers accords de paix imposés à la RDC par la communauté internationale (les Etats-Unis) comme sur un pays vaincu.
5. Aujourd'hui, les fanatiques aveugles célèbrent leurs « héros » et leur ont même construit des mausolées à Kinshasa alors qu'ils sont tout sauf des héros, des patriotes. L'un nous a amené les envahisseurs qui ont rendu le peuple congolais esclave dans son propre pays. L'autre n'a rien fait de positif pendant 53 ans au cœur du pouvoir (1960-2017)). Sauf qu'à son passif, on reconnaîtra qu'il a flirté avec les envahisseurs avant de les accueillir à bras ouvert ; il a pollué le paysage politique dans le pays à cause de la gestion personnalisée, totalitaire et tribale ou clanique de son parti (Tshitenge Tshimbawu, 2013). Les soi-disant « parlementaires debout » n'ont rien à envier aux « Djaleloistes « des temps glorieux du mobutisme. Comme qui dirait, « ceux qui se rassemblent s'assemblent ». Les comparer à Lumumba, c'est trahir la mémoire de ce dernier. Il faut « rendre à Dieu, ce qui est à Dieu, et à Césaf, ce qui est à César ».

Ensuite une double question. Dans les conditions que je viens d'exposer ci-dessus, qui doit se réconcilier avec qui et comment vivre ensemble harmonieusement dans ces conditions ? Ci-après, mon point de vue personnel.

1. Les leaders congolais ont, sans exception, trahi le pays et le peuple. Réconcilier le peuple avec les dirigeants imposés de loin passe par l'organisation des véritables élections qui permettent au peuple de faire un coup de balai en ayant le pouvoir (celui de vrai « Souverain Primaire »), de choisir et de se faire diriger par des hommes et des femmes en qui il a confiance.
2. Les dirigeants actuels sont issus des rébellions et la plupart d'entre eux sont des criminels, des prédateurs, des étrangers par surcroît. Si une justice impartiale peut créer les conditions de réconciliation inter-Congolais, vouloir réconcilier les Congolais et les envahisseurs étrangers est une aberration. Tenez. En juin 1997, des Universitaires du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et du Zaïre occupé se sont réunis à Johannesburg (Afrique du Sud, toujours l'Afrique du Sud). Ils ont entre autres parlé de la « **citoyenneté transfrontalière** ». Voilà ce qui fait courir les géniteurs des termes « banyamulenge » et « rwandophones » que je n'utilise jamais dans mon langage car ils relèvent de la supercherie et sont destinés à créer la confusion. **Le nom de James Kabarebe (Ougandais, puis Rwandais, puis Congolais et enfin Rwandais) est un cas d'école. Il est écœurant, voire inadmissible que ce soit ce genre d'individus qui se donnent le culot de s'ériger en caste des Saints et en donneurs des leçons du vivre ensemble dans la région des Grands Lacs.** Telle est en définitive la

grande épine dans le vivre ensemble en RDC que les hommes d'état congolais, s'il y en a du moins, doivent prendre à bras-le-corps et l'examiner lucidement, sans passion et surtout sans céder aux pressions des commanditaires de la guerre actuelle. En l'exprimant autrement, je dirais que la question d'identité se posant avec acuité aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, il faut y accorder une attention particulière et exclure tous ces étrangers des institutions de la République et leur imposer un statut conforme au droit international. Aucun compromis ne pourrait être accepté sur cette question. Puis, il ne peut pas y avoir une réconciliation sans l'éradication du régime qui a plongé le pays dans cette situation depuis 1996/1997. Chercher la réconciliation sans d'abord exorciser les maux du passé récent, c'est vouloir légitimer le statu quo, l'ordre issu des rébellions ou imposé par des occupants étrangers.

3. Les guerres actuelles ayant pour soubassement, le souci de certains groupes tribaux/ethniques de dominer les autres par la violence et la terreur (Remigius Kintu, «**Sins of Omission, Apathy and American Agression in Africa**», in UDC/Uganda Democratic Convention, 27 September 1997; Michel Chossudovsky, «**Rwanda: Installing a US Protectorate in Central Africa** », in Global Research, 8 May 2003 ; Robert and Kathleen Krueger, **From Bloodshed to Hope in Burundi. Our Embassy Years during Genocide**. University of Texas Press. 1st edition, October 1, 2007; Charles Onana, **Ces Tueurs Tutsi. Au Coeur de la Tragédie Congolaise**. Paris, Editions Duboiris, 30 avril 2009 ; Robin Philpot, **Rwanda and The New Scramble for Africa: From Tragedy to Imperial Fiction**. Baraka Books, December 20, 2013 ; Noël Ndanyuzwe, **La guerre mondiale africaine : la conspiration anglo-américaine pour un génocide au Rwanda**. Editions Sources du Nil, 15 juin 2014; Bucyalimwe Mararo Stanislas, **Maneuvering for Ethnic Hegemony**, op. cit. novembre 2014), tout doit être mis en œuvre collectivement au sein des peuples qui en sont victimes (Ouganda, Rwanda, Burundi et RDC) pour dénoncer avec véhémence, combattre acharnement cette politique hégémonique tribale/ethnique d'un autre âge et la culture du mensonge et de la violence qui leur sert de support (Raymond Mutuza Kabe, « **L'idéologie hima-tutsi et la crise des Grands Lacs** », in La crise dans la sous-région des pays des grands lacs africains: état de la question et perspectives de paix. Actes du premier symposium international de l'Université de Kinshasa, Volume I (Presses Universitaires de Kinshasa, 2009) ; Balibutsa Maniragaba, **Une archéologie de la violence en Afrique des Grands Lacs**. Libreville, CICIBA, 2000).

Enfin une interpellation. Les Congolais sont avisés ; ils doivent reconnaître leur propre responsabilité dans les malheurs du pays et en tirer des leçons constructives, s'aimer, aimer leur pays, le défendre jusqu'au sacrifice suprême à l'exemple de Lumumba. A ce sujet, Nelson Mandela rappelle : « There is no easy

walk to freedom anywhere, and many of us will have to pass through the valley of the shadow of death again and again before we reach the mountaintop of our desires” (Nelson Mandela). Dans ce cadre, le bannissement du fanatisme est de mise car il empêche d’apprécier objectivement ou à leur juste valeur les comportements et les actes des leaders politiques et des acteurs sociaux ou des faiseurs d’opinion. Ils doivent aussi constamment se méfier de l’ONU qui a trahi le pays au début des années 1960 avec l’ONUC et qui récidive aujourd’hui, depuis 2000, avec la MONUC/MOUNUSCO.

Trois jours avant son assassinat, le mardi 29 octobre 1996, l’Archevêque de Bukavu, père jésuite Christophe Munzehirwa (pour rappel j’étais n°2 sur la liste des intellectuels à liquider après lui), lançait ce SOS : « **SOYONS UNIS POUR SAUVER LA PATRIE** ». Qui l’a écouté ou écouté ses divers autres messages? Personne, même au sein de la hiérarchie de l’Eglise catholique en RDC!

CONCLUSION

Après ce tableau sombre dans lequel la guerre a attisé les divisions, les haines, et les rancœurs, et fragilisé l’Etat, le peux suggérer ces éléments de conclusion.

◆ Il faut mettre absolument fin à la guerre qui est toujours en cours. La cessation de la guerre est la condition sine qua non pour restaurer la paix et la stabilité. Cet impératif concerne aussi le Rwanda et l’Ouganda dont la survie des régimes en place les pousse à mener des guerres extraterritoriales ; les réconciliations internes doivent avoir lieu dans tous les pays et, si besoin en est, en même temps. Pour moi, il n’y a pas eu plusieurs guerres depuis 1996, mai bel et bien une seule guerre dont les commanditaires euro-américains et les exécutants régionaux sont bien connus et sont toujours les mêmes. Je parle plutôt d’une seule guerre en plusieurs phases (phase Afdl, phase Rcd, phase Cndp et phase M23) avec toujours le FPR et la NRA comme concepteurs et tireurs des ficelles. Prétendre qu’on est dans une ère post-conflit, autour de laquelle des projets de développement sont possibles, c’est mentir ou faire la diversion. L’insécurité, le désordre et le chaos continus profitent aux « entrepreneurs de l’insécurité » ou aux réseaux mafieux internationaux, régionaux et locaux qui n’ont pas intérêt à ce qu’ils prennent fin.

◆ Il faut renouer avec une gouvernance qui part de la base vers le haut (« bottom up governance »), celle qui a été étouffée par le coup d’état de Mobutu en septembre 1960 et l’avènement du Collège des Commissaires Généraux en l’adaptant au contexte actuel. Et sur ce point la démocratie directe en Suisse dans laquelle la « participation citoyenne » est forte-condition sine qua non et clé du développement- pourrait servir de référence. D’où l’appel lancé dans ce sens par Jean-Claude Omokodi Ndjate (janvier 2020).

◆ Il faut installer des institutions solides et stables post-guerre qui sont bâties sur des lois justes, qui garantissent et protègent les droits des citoyens et des étrangers et qui sont animées par des hommes intègres et au sens d'Etat très élevé

◆ Il faut réformer en profondeur l'armée et lui doter les moyens qui lui permettent de répondre adéquatement aux exigences de la défense du territoire national. Car James Kabarebe et alias Joseph Kabila l'ont complètement détruite. A ce sujet, voici un témoignage et une autopsie qui donnent froid au dos. **1. Témoignage du Dr Jean Baptiste Sondji, alors ministre de la Santé dans le gouvernement AFDL:** «Depuis décembre 1997, les alliés rwando-ougandais ont pris l'option de liquider le pouvoir Kabila. Ils envisagent également son élimination physique. Une préparation minutieuse de cette opération est confiée au commandant James KABAREBE, sujet rwandais qui assume les fonctions de Chef d'Etat Major a.i. de l'armée congolaise. Il mit à profit ses fonctions pour désorganiser complètement l'armée nationale congolaise et mettre en place leurs éléments dans tous les coins stratégiques du pays. En l'occurrence, sous prétexte de surveiller la frontière rwandaise contre l'infiltration des Interahamwe et des ex-FAR, un imposant arsenal militaire est installé dans les Kivu. En réalité, cet arsenal est destiné à la guerre qu'ils préparent. Quelques temps après, la jonction est faite entre le RCD et le groupe rwando-ougandais » (**Les enjeux de la crise congolaise et quelques pistes pour nous en sortir**. Kinshasa, le 21 juillet 1999, p.1.). C'est dans ce climat de suspicion et de conflit (tantôt latent, tantôt ouvert) entre Kabila et le groupe Bugera-Masasu que fonctionna l'administration locale au Kivu sous le gouvernement AFDL. **2. L'autopsie faite par Jean-Jacques Wondo (Les Armées au Congo-Kinshasa: Radioscopie de la Force publique aux FARDC**. Independently published, 5 août 2019) donnent froid au dos. Partout, le fusil appuie la diplomatie. Rappelons le slogan anglais des temps coloniaux, « Trade follows the flag » (« **Trade still follows the flag : The Primacy of Politics in a Simultaneous Model of Interdependance and Armed Conflict**», in The Journal of Politics, vol. 66, n°4, November 2004, pp. 1155-1179) . Et l'arrogance des grandes puissances repose sur leur supériorité militaire, intellectuelle et technique. Bill Clinton alors président et géniteur des génocides rwandais et rdcongolais disait : « We are strong, then our cause is just ». C'est la même arrogance qu'affichent dans la région aujourd'hui Museveni (voir son discours à Kigali, le 7 avril 2014) et Kagame (voir les menaces de mort proférées à l'endroit du président tanzanien d'alors, Jakaya Mrisho Kikwete pour la simple raison qu'il avait demandé au Rwanda et à l'Ouganda de négocier avec leurs oppositions armées, seul moyen de ramener la paix dans région)

◆ Il faut faire éclorre la vérité sur les atrocités commises par les différents protagonistes de la guerre, notamment par les acteurs transfrontaliers qui déstabilisent la région depuis 1960 et qui ont poussé les poils au cours de ces trois dernières décennies parce que leurs actes et crimes sont encouragés et couverts par les Etats-Unis et alliés. Cela n'est pas possible sans la bonne volonté de ces derniers et sans la mise à contribution de la justice (une justice impartiale et non

celle des vainqueurs comme on le voit au Rwanda, par exemple). Car la vérité, la justice et la paix sont les conditions préalables au développement tant national que régional.

◆Il avoir une lucidité et une plus grande prudence (d'autres parleraient d'une diplomatie à la mesure des défis et des enjeux actuels) pour interagir u traiter efficacement avec les acteurs externes. Et comme les Occidentaux travaillent avec des agendas de longues années (50 et plus), les nouveaux leaders congolais doivent avoir cela constamment à l'esprit et inscrire aussi leurs actions dans des schémas similaires, mais d'inspiration interne. Dans ce cadre, l'esprit d'anticipation est un atout majeur.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES SUGGÉRÉES

- « **Les enjeux de la guerre de Masisi** », in Dialogue, 192(1996), p. 85-94.
- « **Land, power, and ethnic conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940's-1994** », in The international Journal of African historical studies, 30:3(1997), p. 503-538.
- « **Pouvoirs, élevage bovin et la question foncière au Nord-Kivu** », in L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2000/2001 (Stefaan Marysse et Filip Reyntjens, éditeurs). Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 219-250.
- « **Le Nord-Kivu au coeur de la crise congolaise** », in L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001/2002 (Filip Reyntjens et Stefaan Marysse, éditeurs). Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 153-185.
- « **Kinshasa et le Kivu depuis 1987: une histoire ambiguë** », in L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2004/2005 (Stefaan Marysse et Filip Reyntjens, éditeurs). Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 161-186.
- « **Kivu and Ituri in the Congo war: the roots and nature of a linkage** », in The Political Economy of the Great Lakes in Africa: The Pitfalls of Enforced Democracy and Globalization (Stefaan Marysse, editor). London, Palgrave Macmillan, 2005, pp. 190-222.
- « **Le borbierf du Kivu et la question de la reconstruction de l'Etat en RC** », in Masisi et Rutshuru dans la géopolitique nationale et régionale, 1993-2009 (Bucyalimwe Mararo Stanislas). Editions Universitaires Européennes, 2010, pp. 387-411.
- « **'Prévention du génocide des Tutsi en RDC' : une politique très dangereuse** », in Masisi et Rutshuru dans la géopolitique nationale et régionale, 1993-2009 (Bucyalimwe Mararo Stanislas). Editions Universitaires Européennes, 2010, pp. 526-541.
- « **Chronologie commentée des troubles militaro-politiques et des guerres à l'Est de la République Démocratique du Congo (1960-2012)** », in La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion (Justin Mbaya Mbaya Kankwenda et François Mukoka Nsenda, éditeurs)]. Kinshasa, ICREDES, 2013, pp. 65-90.

- « **Le Kosovo et le Kivu : deux crises, deux modes de gestion internationale comparables** », in La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion (Justin Mbaya Kankwenda et François Mukoa Nsenda, éditeurs). Kinshasa, ICREDES, 2013, pp. 257-296.
- « **Anatomie ethno-politique du Kivu et tentation d'un futur État indépendant : fantasmes et dangers** », in La République Démocratique du Congo face au complot de balkanisation et d'implosion (Justin Mbaya Kankwenda et François Mukoka Nsenda, éditeurs). Kinshasa, ICREDES, 2013, pp. 317-355.
- « **Julius Nyerere, Yoweri Kaguta Museveni, Paul Kagame et John Garang : aux sources de la déstabilisation de la RDC** », in Bucyalimwe Mararo Stanislas, Le Kivu, un enjeu régional dans la guerre du Congo-Kinshasa. Etat des lieux en 2016 et Perspectives. Edilivre, novembre 2016, pp.35-16.
- « **The Democratic Republic of Congo: amidst the East African Storm**, in Current concerns, 20/21(2015), pp. 9-14.
- «La MONUC/MONUSCO: une réédition de l'ONUC? », in Le degré zéro de la dynamique politique en RDC, 1960-2018 (Justin Mbaya Kankwenda, éditeur) ; Kinshasa, ICREDES, novembre 2018, pp. 535-580.
- « The Protestant-Free-Mason Connection with the Crisis of the African Great Lakes Region», in Etre historien au milieu des tumultes sociopolitiques en Afrique des Grands Lacs Postcoloniale. Liber Amicorum Prof. Dr Stanislas Bucyalimwe Mararo (Ntirumenyerwa Muchoko Kimonyo Gervais, Serufuri Hakiza Paul et Mpeza Mihigo Jean, éditeurs). Les Editions Virunga et Les Editions du Net 2020, pp. 395-469.
- The UDPS-RPF Collusion : case on an endless saga?», in Etre historien au milieu des tumultes sociopolitiques en Afrique des Grands Lacs Postcoloniale. Liber Amicorum Prof. Dr Stanislas Bucyalimwe Mararo (Ntirumenyerwa Muchoko Kimonyo Gervais, Serufuri Hakiza Paul et Mpeza Mihigo Jean, éditeurs). Les Editions Virunga et Les Editions du Net 2020, pp. 657-688.

Fait à Anvers, le 28 février 2021

Bucyalimwe Mararo Stanislas (*)

(*) Quelques éléments d'information sur l'auteur

- Il a enseigné l'histoire du Zaïre moderne depuis 1885 pendant 17 ans.
- Il a vécu et suivi de près les événements tragiques du Kivu depuis 1960 jusqu'en 1997, date de sa fuite forcée du pays.
- Il a fait une thèse de doctorat en histoire, « Land Conflicts in Masisi (Eastern Zaire) : The Impact and Aftermath of Belgian Colonial Policy (1920-1989). Indiana University at Bloomington (USA), 10 May 1990 dont les recherches, conduites grâce au financement de Signa Xi, The Rockefeller Foundation et The Social Science Research Council, l'ont conduit en Belgique où il a compulsé les

dossiers du CNKI/Comité National du Kivu et la MIB/Mission d'Immigration Banyarwanda aux Archives Africaines Bruxelles et d'autres sources coloniales sur le Kivu à Tervuren, au Kivu où il exploité les dossiers fonciers portés au Tribunal du Territoire de Masisi à Masisi, au Tribunal de Grande Instance de Goma à Goma et à la Cour d'Appel de Bukavu à Bukavu. Il aussi fait des enquêtes en territoire de Masisi où il a interviewé plusieurs personnes dont les victimes des spoliations foncières qui se sont intensifiées depuis la promulgation de la Loi foncière de 1973 au profit des dignitaires du régime MPR/Movement Populaire de la Révolution et dans l'ombre du développement d'élevage bovin sous la houlette de l'ACOOGENOKI/Association Coopérative des Groupements des Eleveurs du Nord-Kivu appuyée par la Coopération Canadienne principalement. A Bruxelles, il était tombé sur un document intitulé «Henri Raulin, « Mission d'étude des groupements immigrés en Côte d'Ivoire. Problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et Daloa/pays Bété » (OROSTOM, 1957). Il avait compris alors que la situation de ces régions ivoiriennes était quasi identique à celle de Masisi qu'il était en train d'étudier. Et lorsque la guerre d'impulsion externe a secoué la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011 (la guerre dite de Masisi ayant commencé en 1993), il a vite compris que le Bukirna Faso est pour la Côte d'Ivoire ce que le Rwanda est pour la RDC. Ses deux texte « **Crise en Côte d'Ivoire ou 'le mal Gbagbo' : ne se trouve-t-on pas en face du schéma rdcongolais?** » (Goma focus, 30-12-2010) ; « **Raïla Odinga et la crise ivoirienne : entre partisanerie et neutralité, il y a un pas à franchir** » (Goma focus, 20-1-2011) reflètent ce sentiment.

-Lorsque la mèche de la guerre actuelle a été allumée à Ntoto/Walikale (20 mars 1993), il a été parmi les tout premiers à comprendre les dessous des cartes et à dénoncer vigoureusement le mensonge et la désinformation qui accompagnaient sa couverture ou sa médiatisation. C'est à partir de ce moment-là qu'il a pris la ferme résolution de jouer un rôle actif dans la déconstruction des discours officiels ou dans le combat contre « le politiquement correct » qui porte préjudice à la rigueur et à l'objectivité scientifiques comme la série de ses publications (1993-2020) le prouvent.

NB : Ce document a été préparé pour l'organisation Afrique-Monde dans le cadre du dialogue sur le « vivre ensemble » en Afrique des Grands organisé le 25 juin 2021. Son résumé succinct a été présenté en 15 minutes lors de la conférence vidéo organisée à cet effet du 17 heures à 18heures 30.

PS : Impressions personnelles sur les échanges

-Le choix des intervenants a été judicieux et les échanges ont été très intéressants et enrichissants. Force est de constater qu'il y avait une convergence de vue sur l'autopsie de la situation actuelle et les préoccupations sur l'avenir.

-C'est au sujet de ce deuxième aspect que j'ai un triple souci: faire des analyses prospectives comme si la guerre est terminée pose problème ; ne pas focaliser d'abord l'attention sur cette guerre qui continue en RDC avec la complicité visible des pays voisins et de leurs panafricains occidentaux me paraît mettre le charrue devant le bœuf ; éluder le rôle capital de certains groupes tribaux ou ethniques dont la seule préoccupation est d'ordre hégémonique, c'est continuer à surfer tacitement sur la discorde. Ce qui ne peut aboutir qu'à la formulation de « bonnes intentions » comme on le voit dans les accords de paix signés depuis l'Ouganda (1980) jusqu'en RDC (1999/2002) en passant par le Rwanda (août 1993) et le Burundi (2000). Le défi majeur dans le « bon vivre- ensemble » peut se décliner comme suit : « **COMMENT DESARMER LES COEURS ?** » au vu de ce qui se passe dans le Rwanda du FPR, origine du drame rdcongolais ou, mieux, miroir du mal régional. Votre Organisation devrait faire de ce point la pierre angulaire de son combat pour la paix, la stabilité, la sécurité et le développement dans les pays de la Région Africaine des Grands Lacs.

-Ceux qui répandent l'idée selon laquelle il manquerait un sentiment national en RDC comme je l'ai entendu dans une question posée sont ceux-là qui, sous prétexte que la RDC est ingouvernable car trop vaste, tirent les ficelles pour sa balkanisation et appuient ou se rangent derrière les différentes rébellions de caractère souvent tribal/ethnique. Il faudrait s'en méfier.

XX